

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Indépendant, différent, réformiste depuis 1963

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2167

Edition du
05 juin 2017

DANS CE NUMÉRO

Stratégie énergétique: après le vote, garder le cap (Jean-Daniel Delley)

Le tournant est pris, mais ce n'est pas le moment de ralentir

De la cyberadministration à l'Etat 4.0 (Yvette Jaggi)

Quand l'Etat se fait «smart», les contacts se virtualisent et les agents publics changent de travail, voire de statut

La crise se résorbe (Jean-Pierre Ghelfi)

Démentant les craintes de dirigeants d'entreprises et de syndicalistes, l'économie ne se sort pas si mal de la hausse du franc

Trois polars: genevois, vaudois et neuchâtelois (Pierre Jeanneret)

La littérature romande sur tous les fronts

Cannes ne remplit pas les salles obscures helvétiques (Jacques Guyaz)

Les films dont on parle et ceux qui sont vus

Expresso

Les brèves de DP, publiées sur le site dans le Kiosque

Stratégie énergétique: après le vote, garder le cap

Le tournant est pris, mais ce n'est pas le moment de ralentir

Jean-Daniel Delley - 02 juin 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31605>

La votation du 21 mai 2017 dernier restera une date-clé de la politique énergétique. Le clair [soutien populaire](#) à la nouvelle loi sur l'énergie confirme tout à la fois la fin programmée de l'énergie nucléaire, le choix d'une consommation maîtrisée et le recours accru aux énergies renouvelables.

Si les opposants à ce tournant énergétique n'ont pas convaincu, c'est bien faute d'avoir su proposer une solution alternative crédible. Car le recours au marché qu'ils préconisent se révèle tout à la fois utopique et dangereux. Utopique parce qu'en matière énergétique, les subventions ont toujours faussé le marché, y compris en faveur des énergies fossiles. Dangereux parce que, concernant l'électricité, la baisse des prix n'encourage pas les investissements, ce qui conduit à terme à une situation de pénurie.

Les esprits sceptiques rétorqueront que le virage énergétique avait été amorcé avant même l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'énergie. En effet les objectifs visés par

la Stratégie 2050 n'ont plus rien d'utopique. Entre 2000 et 2015, la consommation toutes énergies confondues a diminué de 14% par habitant, celle de l'électricité de 4%, des résultats déjà très proches de ces objectifs - respectivement moins 16 et moins 3% d'ici 2020. [Hanspeter Guggenbühl](#) y voit les effets conjugués de l'amélioration de l'efficacité énergétique et du changement structurel de l'économie suisse.

Mais le train de mesures mis en route par la nouvelle loi ne sera pas de trop pour atteindre les objectifs à l'horizon 2035 - moins 43% toutes énergies confondues, moins 3% pour l'électricité. Selon les projections du Conseil fédéral, elles ne permettront de parcourir que la moitié du chemin. C'est pourquoi la Stratégie présentée par le gouvernement prévoyait une [seconde étape](#) où les subventions devaient laisser la place aux taxes d'incitation.

Mais le Conseil national a enterré le projet avant même la votation du 21 mai, avec une belle unanimité regroupant celles et ceux craignant de voir se tarir les subventions avant même que soient définies les

taxes d'incitation (la gauche et les écologistes), les partisans du principe de l'incitation qui se récusent à chaque projet concret (la droite) et les adversaires de toute nouvelle taxe (l'UDC). C'est dire que le chemin conduisant aux objectifs ambitieux de la Stratégie énergétique 2050 est encore loin d'être balisé.

Par ailleurs, certaines balises risquent de contrarier la Stratégie. Ainsi le Parlement traite actuellement d'une nouvelle base légale pour la transformation et l'extension des réseaux électriques. Le besoin de mise à jour des réseaux n'est pas contesté. Mais il ne faudrait pas que cette adaptation conduite à privilégier les autoroutes électriques au détriment du transport de l'électricité produite de manière décentralisée.

Car l'avenir énergétique appartient à la production décentralisée, au stockage et à l'échange de proximité, un avenir rendu possible par une gestion intelligente du réseau telle que présentée par le [dernier numéro](#) du magazine de l'Office fédéral de l'énergie.

De la cyberadministration à l'Etat 4.0

Quand l'Etat se fait «smart», les contacts se virtualisent et les agents publics changent de travail, voire de statut

Yvette Jaggi - 31 mai 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31589>

A l'ère du tout numérique, l'industrie accède au stade de [l'usine 4.0](#). Après les trois étapes de la machine à vapeur, de la division du travail et de la production de masse, puis de l'automatisation et de l'informatisation généralisées, voici donc la fabrique augmentée qui combine différentes technologies: analyse de données en temps réel, simulation numérique, impression 3D, drones, etc. En bref, l'usine connectée, flexible et, pour tout dire, intelligente, *smart* en américain.

Cette nouvelle élégance, mélange d'astuce et d'habileté, se présente désormais partout comme une indispensable évidence. Le *smartphone* a conquis l'univers et remodelé la vie en société en moins de dix ans, les *smart cities* disposent désormais de leur réseau mondial, la mobilité se fait de plus en plus intelligente. Et voici qu'arrive, tout naturellement, le *smart state*, dit *e-government* en anglais fédéral.

Le *smart state* plus ou moins avancé

Cette nouvelle forme d'Etat se distingue par une capacité d'adaptation et une agilité contrastant avec la bureaucratie traditionnelle, instaurant des relations plus

simples et directes – mais virtuelles – avec les habitants, les usagers, les contribuables, les citoyens et autres chers administrés. Moins de guichets et de paperasse, davantage d'opérations en ligne et de communications interactives. La gouvernance ne peut manquer d'évoluer sous l'effet de tant d'immédiateté, dans le temps comme dans l'espace.

En sa double qualité de cité hyperconnectée et de micro-Etat, la ville de [Singapour](#) passe pour l'une des collectivités les plus avancées en matière d'intelligence 4.0. Mais sa singularité la situe en quelque sorte hors classement. Un tel *ranking*, s'il existait, placerait à coup sûr l'[Estonie](#) dans le peloton de tête. Ce pays, où naquit Skype en 2003, a pris et su conserver une bonne mesure d'avance en matière d'informatique et de numérisation sécurisée. Il en fait même un [argument de promotion](#) administrative (déclaration fiscale en cinq minutes), économique (création d'entreprise en 18 minutes) et touristique et se positionne comme un «*e-government sans papier*» particulièrement efficace. L'Estonie collectionne même les amateurs de [résidence numérique](#) acquise en un temps record.

A leur rythme, les pays industrialisés se dotent

d'institutions et de méthodes adaptées à l'imminente transition numérique. Dans la France de mai 2015, sous l'impulsion d'Emmanuel Macron, alors ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, un projet lancé moins de deux ans plus tôt prend forme sous le nom d'«*industrie du futur*», doté de près de cinq milliards d'euros en termes d'avantages fiscaux et de prêts à la modernisation de l'outil de production.

La cyberadministration versions suisses

Les premiers efforts d'allègements des méthodes de contact de l'Etat grâce à la numérisation remontent à une quinzaine d'années. En mars 2005, le professeur [Kuno Schedler](#) constate que, mis à part le cas de Winterthur, les collectivités peinent à développer le «*gouvernement électronique*». La faute au manque d'harmonisation des procédures aux différents niveaux de la Confédération, des cantons et des communes.

Les choses ont passablement évolué depuis lors; le même professeur, devenu dans l'intervalle l'un des responsables du [Smart Government Lab](#) de l'Université de Saint-Gall, parle avec confiance des

développements de «[l'administration du futur](#)», aussi nécessaires qu'inéluctables.

Et de donner les composantes de ce régime: traitement simple, direct et personnalisé de chacun des administrés dûment portraisisés dans le *big data*; réalisation d'études de comportement à partir de ces mêmes données, permettant de prévoir l'effet de mesures politiques envisagées au lieu de se contenter des évaluations *a posteriori* couramment pratiquées; automatisation de procédures itératives (fixation de dates et conditions par exemple), de campagnes de mesures, de procédures de surveillance.

Ses protagonistes le savent bien: l'instauration de l'Etat 4.0 fait craindre l'effet Léviathan et ressurgir la contre-utopie orwellienne de 1984. D'où la nécessité de renforcer la protection des personnes sur lesquelles des données sont collectées et le plus souvent combinées, ce qui les rend à tout coup sensibles. Leur exploitation à des fins commerciales reste la plus courante, ressentie comme désagréable par nombre de consommateurs, mais de loin pas la plus intrusive et dangereuse pour la personnalité.

Pour l'heure, la [cyberadministration suisse](#) fait son chemin. L'organisme chargé de la développer en est à son deuxième [plan stratégique](#) établi pour les années 2017 à 2019 et doté

d'un budget de 20,5 millions de francs pour la coordination de diverses prestations, vote électronique compris - mission difficile en pays fédéraliste. La stratégie définie en commun engage les partenaires obligés: la Confédération, la Conférence des gouvernements cantonaux, l'Union des villes suisses et l'Association des communes suisses. Une très consistante [newsletter](#) évidemment électronique, dont 42 livraisons ont paru depuis 2009, renseigne désormais six fois par an sur les progrès de la cyberadministration dans notre pays.

Questions d'effectifs

La cyberadministration simplifie et automatise toutes sortes de documents, procédures et contacts. Dernier exemple en date: l'allègement administratif pour les [marchés publics](#), qui simplifiera le travail des autorités adjudicatrices comme des soumissionnaires. Cette évolution ne va pas sans influencer sur la structure du personnel des collectivités. Les guichets se ferment, les programmes informatiques se complexifient, les prestations et services offerts aux interlocuteurs de l'Etat se font de plus en plus facilement accessibles et simples à comprendre. Les appareils et objets connectés assurent la liaison, dans un langage visuel et selon un processus logique désormais familiers aux utilisateurs.

Sans établir expressément le lien avec les progrès de la cyberadministration, les élus

libéraux-radicaux aux Chambres fédérales reprennent l'antienne des effectifs trop nombreux, produisant une véritable «*diarrhée normative*» particulièrement douloureuse pour les petites et moyennes entreprises dont les patrons ne parviennent pas même à lire tous les textes législatifs et réglementaires que leur destinent les parlementaires et les administrations.

Leur initiative populaire «[Stop à la bureaucratie](#)» ayant échoué en 2012, les PLR, emmenés par la présidente Petra Gössi, viennent d'imposer au Conseil national, contre l'avis du Conseil fédéral, un [postulat](#) datant de 2015, formulant une double requête. Il demande d'étudier, d'une part, un système de frein à l'engagement de personnel analogue au frein à l'endettement et, d'autre part, l'opportunité de mettre en place une majorité qualifiée pour les deux mécanismes de freinage. Au [vote](#), le 4 mai, le postulat a recueilli 106 voix données en bloc par les députés PLR, UDC et PDB contre 83 opposants, siégeant dans les rangs du PS, des Verts, du PDC ainsi que des Verts libéraux.

Personne ne semble avoir remarqué la feinte que permet notamment la cyberadministration en marche. Ainsi, l'Office fédéral de l'informatique et de la télécommunication (Ofit), contraint d'alléger ses effectifs, les a réduits de 57 personnes employées à plein temps (EPT). Sauf que «*la plupart des*

[suppressions de poste](#) (32 EPT) seront réalisées par une externalisation ciblée des prestations. Le but étant que les collaborateurs concernés puissent être engagés par l'adjudicataire de l'appel d'offres organisé par l'OFIT conformément aux règles de l'OMC.» Une mise au concours pour le moins biaisée par cet

agenda mal caché.

On sait qu'il n'est pas plus facile de régler les problèmes d'effectifs que de débureaucratiser la simplification du droit ([DP 2142](#)). Certes, en règle générale, la cyberadministration change la

nature du travail à faire et donc celle des [qualifications requises](#) pour l'accomplir. Mais elle ne diminue pas forcément le nombre de personnes occupées, surtout si la collectivité qui les emploie modifie leur statut, par exemple d'employé-fonctionnaire à salarié de prestataire externe.

La crise se résorbe

Démentant les craintes de dirigeants d'entreprises et de syndicalistes, l'économie ne se sort pas si mal de la hausse du franc

Jean-Pierre Ghelfi - 01 juin 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31597>

La [reprise](#) de la conjoncture économique permet de dresser un bilan intermédiaire de la crise qui a touché notre pays, et plus généralement l'ensemble des économies occidentales, au cours des (presque) dix dernières années.

Premier constat: les dégâts ont finalement été limités. Certes, le ralentissement fut général. Les taux de croissance se sont établis durant plusieurs années entre rien et pas grand-chose de sorte que le chômage a augmenté et que la rentabilité de nombreuses entreprises a souffert. Il est toutefois assez difficile d'opérer une nette distinction entre ce qui dépend de la crise proprement dite et ce qui résulte de la transformation des marchés sous l'effet des changements technologiques et de la concurrence.

Il est évidemment plus confortable pour un dirigeant d'entreprise d'imputer à des facteurs extérieurs les difficultés qu'il a rencontrées (par exemple les modifications des parités monétaires) que d'admettre que ses concurrents ont mieux réussi que lui à s'adapter à l'évolution des produits et/ou à celle des marchés.

Griefs injustifiés

Deuxième constat: si durant plusieurs années on a montré du doigt la hausse excessive du franc pour expliquer le ralentissement des affaires, ces récriminations sont devenues discrètes depuis quelques mois déjà. Il n'y a là rien de surprenant. La hausse des prix a été inexistante. Notre pays connaît une situation tout à fait inhabituelle depuis plusieurs

années. L'[indice des prix à la consommation](#), sur la base 100 à fin 2010, se situe aujourd'hui à 98,1: la tendance haussière constante des dernières décennies a viré à la baisse. La monnaie qui, sous l'effet de l'inflation, perdait de la valeur, en a de fait gagné!

Cette évolution, couplée à la hausse du franc sur la même période aboutit au fait que la revalorisation réelle du franc (soit la hausse nominale de la monnaie corrigée du recul de l'indice des prix à la consommation) durant les six dernières années n'a été que de 6%, soit 1% en moyenne annuelle. Pas de quoi justifier les griefs réitérés des milieux économiques.

Troisième constat: en fin de compte, la politique suivie par la Banque nationale suisse (BNS) aura été judicieuse. La

dégradation du contexte économique est partie, rappelons-le, de spéculations éhontées sur les marchés financiers des Etats-Unis (crise des *subprimes*). La Suisse, et plus généralement la grande majorité des Etats, ont dû faire face à des soubresauts qui auraient vraisemblablement dégénéré en une crise profonde et prolongée si les banques centrales n'avaient pas pris les choses en mains. C'est d'ailleurs en cela que réside le grand changement par rapport à la crise des années 30 au cours de laquelle ces institutions n'avaient pas levé le petit doigt ([DP 2160](#)).

Rester vigilant

Quatrième constat: en dépit de la relance des activités, la BNS n'est pas encore au bout de ses peines. D'abord, évidemment, elle doit rester vigilante pour contrer toute nouvelle hausse subite du franc, toujours possible dans un monde globalisé où les pays et les entreprises sont en compétition tant pour les produits que pour les technologies. Ensuite, elle doit gérer une masse monétaire qui a été multipliée par dix en moins d'une décennie — passant en gros de 70-80 milliards de francs à plus de

700 milliards.

Le gonflement de la masse monétaire est la conséquence obligée de l'action menée par la BNS. Elle a acheté des devises étrangères pour éviter des envolées encore plus considérables du cours du franc, lesquelles auraient eu des conséquences très sérieuses pour les branches tournées vers l'exportation.

Est-ce à dire que la BNS devrait maintenant créer un ou des fonds d'investissement, comme l'ont fait d'autres pays — la Norvège par exemple — en utilisant une partie de cette masse d'argent ([DP 2158](#))? Les fonds d'investissement de ce pays sont alimentés par les bénéfices qu'il réalise grâce à ses activités pétrolières. Ils ont pour but de financer la création de revenus de substitution lorsque les gisements s'épuiseront. Or, dans notre pays, les émissions de monnaie ne sont en rien le produit d'une quelconque activité économique bénéficiaire.

Cinquième et dernier constat: il serait idéal que le franc se stabilise à un cours correspondant dans les grandes lignes à l'évolution de celui des autres monnaies. La

BNS pourrait ainsi envisager de se défaire de cette masse considérable de devises étrangères, ce qui lui permettrait de résorber la monnaie qu'elle a imprimée. L'instabilité actuelle — et future — du monde le permettra-t-elle?

Il convient de rappeler que l'économie connaît à la fois des mouvements sur de longues périodes et d'autres à plus court terme. La politique monétaire appartient aux premiers, les activités commerciales sont plutôt régies par les seconds. De ces décalages naissent presque inévitablement des incompréhensions entre les objectifs des uns et des autres, que les dirigeants des entreprises expriment souvent sans trop prendre de gants.

L'indépendance de la BNS lui permet de résister aux pressions dont elle peut être l'objet. C'est tant mieux. L'amélioration de la conjoncture peut nous en convaincre. Ce qui ne signifie pas (encore) que tout soit maintenant dans le meilleur des mondes possibles. Mais il n'est pas du tout exclu que nous soyons sur le chemin d'une amélioration.

Trois polars: genevois, vaudois et neuchâtelois

La littérature romande sur tous les fronts

Pierre Jeanneret - 30 mai 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31578>

Si les amateurs helvétiques de romans policiers se régalaient de l'œuvre sombre d'Henning Mankell et de ses émules suédois ou islandais, ou goûtent le charme vénitien du commissaire Brunetti dans les romans de Donna Leon, ils éprouvent un plaisir particulier à lire des histoires qui se passent dans des lieux qui leur sont proches. C'est sans doute ce qui contribue au succès des aventures de l'inspecteur Perrin sous la plume de Michel Bory. C'est aussi ce qui a contribué à faire du sanglant et théologique polar de Marc Voltenauer, [Le Dragon du Muveran](#), un véritable *bestseller*, en tout cas à l'échelle romande.

L'éditeur Slatkine vient de publier [Genève Trois pour sang](#). Après [Genève Sang dessus dessous](#), c'est le deuxième recueil qui réunit trois auteurs.

Dans une histoire, *Les doigts de la main*, surtout faite de dialogues, Corinne Jaquet se penche sur l'assassinat du violoniste Stefan Beck, retrouvé étranglé au pied du Mur des Réformateurs. Dans une chute que ne renierait pas Agatha Christie, tout s'explique par l'action machiavélique de l'un des personnages.

Plus intéressant est le récit produit par André Klopmann, *La diablerie des ossements*.

Celui-ci présente un attrait particulier en nous faisant bien connaître Genève, sur laquelle l'auteur nous donne, sans pédanterie, de nombreuses informations historiques. C'est pétri d'érudition, mais agréable. Le plaisir de la lecture est aussi dans le langage, qui joue volontiers sur les mots. Mais l'originalité de cette histoire est qu'elle nous plonge dans le Moyen Age et dans une sombre histoire de fausses reliques. Il y a chez André Klopmann un petit côté Umberto Eco...

Sandra Mamboury a écrit *Le chapitre fantôme*. Son héroïne Cécile Rivière, auteure à succès et collectionneuse d'amants, voit publier un livre dont elle n'avait pas encore écrit le dernier chapitre. Puis une série de faux rendez-vous et de rencontres étranges vont la plonger dans le désarroi et la mener aux confins de la folie. Qui est l'auteur de cette terrible machination destructrice? C'est ce que le lecteur finira par découvrir, au terme de cette histoire kafkaïenne.

A l'Age d'Homme est sorti [Fascination](#) de Steve Mons (de son vrai nom Steve Vuille). Disons-le, cet *opus*, le premier de l'auteur à être publié, ne vaut pas prioritairement par ses qualités littéraires: le style en est un peu plat, et non exempt de clichés. Le roman -

qui n'est pas *stricto sensu* un polar - séduit cependant par la justesse des rapports psychologiques entre les personnages, et par l'atmosphère à la fois étrange et un peu inquiétante qui s'en dégage.

L'histoire se déroule explicitement à Lausanne, mais sans que les lieux évoqués y jouent un rôle important. Marlène est une enseignante, déçue par son métier et par le vide de sa vie sentimentale. Ses rapports avec son père en EMS, qui n'a jamais reconnu sa valeur, sont tendus. Ce préambule, qui peut paraître un peu long au lecteur, se justifie cependant par la suite du roman, où va régner un véritable suspense. Marlène assiste en effet à une altercation dans un couple, suivie d'une chute mortelle. Accident ou meurtre? L'inspecteur Lambert penche pour la seconde hypothèse et soumet la jeune femme, au titre de témoin, à des interrogatoires serrés.

Or Marlène a été fascinée par l'homme du couple, plus jeune qu'elle de dix ans. Elle va nouer avec lui une relation sentimentale et sexuelle intense. Mais le doute sur ce Peter au passé trouble est omniprésent: est-il un assassin? un séducteur qui a volé ses précédentes compagnes? un innocent injustement accusé?

L'intérêt du livre est dans cette coexistence chez Marlène entre la passion et le doute, dans lequel l'auteur laisse le lecteur au terme de son roman.

Le Neuchâtelois Jean-Claude Zumwald a déjà à son actif une série de romans policiers mettant en scène le détective privé Victor Auboïs. Il aime articuler les énigmes autour de thèmes historiques contemporains. Par exemple, dans [Les deux squelettes](#), paru en 2015, le drame des enfants placés dans des familles ou institutions et maltraités était

au centre de son intrigue. Celle de [Un crime ou deux à Mont-Solytude](#) (Editions Mon Village) concerne les différents négationnismes, comme on l'apprendra sur le tard.

L'intrigue tourne autour d'un crime déjà ancien, découvert à Neuchâtel en 1947. Avec la multiplicité des personnages et ses détours, celle-ci est assez compliquée et requiert du lecteur une certaine attention. Mais il appréciera au passage l'élégance de la langue, le sens de l'humour et de l'ironie, lorsque sont évoqués les

milieux sociaux de la bonne bourgeoisie neuchâteloise ou des bobos. Tout cela est bien enlevé et témoigne d'une plume déjà rodée.

On peut cependant regretter que cette littérature policière romande, au contraire de celle des Scandinaves évoqués au début de cet article et dont l'intérêt majeur réside dans la fresque critique souvent noire qu'ils donnent de la société, relève plutôt du divertissement et – à l'exception peut-être du dernier auteur nommé – n'ait guère de portée sociale.

Cannes ne remplit pas les salles obscures helvétiques

Les films dont on parle et ceux qui sont vus

Jacques Guyaz - 04 juin 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31612>

Chaque année, le [Festival de Cannes](#) revient dans l'actualité du mois de mai avec ses 20 films en compétition, ses sections spécialisées, «*Un certain regard*», «*La semaine des réalisateurs*», «*La quinzaine de la critique*», sans parler des documentaires ni des courts-métrages. La très grande majorité des films figurant dans ces sélections parallèles sont des productions pointues pour cinéphiles passionnés mais jamais distribuées en Suisse.

En réalité, Cannes reste le plus grand marché mondial du cinéma. Il attire des milliers de professionnels ayant autre chose à faire que d'aller voir

des films au Palais des festivals. Ils négocient des droits d'exploitation, achètent et vendent des scénarios, s'associent pour des financements; en clair, ils font le même genre de travail dans leur domaine que les participants à n'importe quelle foire professionnelle à travers le monde.

Les stars photographiées lors de la montée des marches sont là pour rappeler que le cinéma est une affaire de séduction, de brio et de plaisir. En fait, les projections de Cannes étant consacrées à un art souvent exigeant ignoré par le grand public, la présence des vedettes est en quelque sorte

un hommage et un soutien rendus par le spectacle populaire au cinéma qu'on appelait autrefois «*d'art et d'essai*».

Mais quelle est la situation en Suisse? Les 20 longs-métrages de la [sélection officielle de 2016](#) ont totalisé ensemble 259'618 spectateurs. Pour comparaison, le [plus grand succès en Suisse](#) en 2016, *Comme des bêtes*, un film d'animation à destination du jeune public, a attiré 367'395 spectateurs. Sept films ont séduit chacun davantage de public que la totalité des œuvres de la compétition cannoise.

Les trois films sélectionnés à Cannes qui ont connu le plus grand succès, *Julieta* de Pedro Almodovar, *Toni Erdman* de la cinéaste allemande Maren Ade et *Moi, Daniel Blake* de Ken Loach, Palme d'or, se retrouvent respectivement en 64e, 68e et 93e place du classement. Il faut préciser pour les non-cinéphiles que les journalistes spécialisés classent Pedro Almodovar et Ken Loach parmi les plus grands réalisateurs en activité. Douze des films de la compétition officielle sont au-delà de la 200e place. Le classement des films effectué par l'organisation professionnelle suisse [ProCinema](#) s'arrête à la 400e place et trois des films présentés à Cannes en 2016 se retrouvent au-delà et ont attiré moins de 2'000 spectateurs.

Cette situation n'est pas nouvelle. Les festivals de cinéma permettent avant tout aux auteurs de se démarquer des films plus commerciaux, qui sont par ailleurs souvent

remarquablement conçus et réalisés par des artistes de talent. Ainsi, la plus grande partie des films présentés en compétition à Locarno, grand rendez-vous culturel de l'été en Suisse, très bien couvert par la presse, n'est pas distribuée dans les salles de Suisse romande - ou seulement de manière confidentielle.

Le cinéma reste un grand divertissement populaire qui court un risque majeur, celui d'une coupure entre des œuvres exigeantes et des films, visant avant tout un public adolescent, traités avec dédain voire complètement ignorés par la critique. Sur les dix films les plus vus en Suisse en 2016, cinq sont des dessins animés visant un public juvénile. Il n'est que de voir l'âge moyen des spectateurs, visiblement retraités ou adultes à l'allure plutôt intello pour les films d'auteur ou de festivals et au contraire très jeunes pour les longs-métrages à succès.

Cette coupure n'existait pas

voici 40 ou 50 ans. Rien de dramatique bien sûr. La société ne va pas en être changée, mais le cinéma populaire, autrement dit les films pour jeunes et adolescents, mériterait autant d'attention de la part de la presse que les œuvres de Ken Loach, des frères Coen ou des frères Dardenne.

Le cinéma propose une vision du monde qui nous imprègne plus profondément que nous l'imaginons. La plus grande réussite commerciale et culturelle des Etats-Unis a été d'imposer à l'Europe une ouverture totale à ses films en 1945 et de distiller ainsi plus ou moins ouvertement ses valeurs au travers de scénarios délivrant des messages parfois subliminaux. Hollywood joue sans doute un rôle plus important pour l'affirmation de cette grande nation que Google et les ventes d'armes. Raison de plus pour prêter attention à ce que nous voyons quand nous regardons un film populaire.

Expresso

Les brèves de DP, publiées sur le site dans le Kiosque

Les mots pour le dire

Le langage est traître: en général, le terme «*réchauffement*» est plutôt positif, mais lorsqu'on l'utilise en relation avec le climat [il fausse le message](#). Parler de «*détérioration du climat*» aurait pu conduire Trump à réfléchir autrement: en effet, qu'il fasse plus chaud dans sa résidence de [Mar-a-Lago](#), c'est une chose - mais que les [ouragans](#) s'y déchaînent parce que le climat se détraque complètement, c'en est une autre. | *Danielle Axelroud Buchmann - 02.06.2017*

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur domainepublic.ch pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

Stratégie énergétique: après le vote, garder le cap

<https://www.admin.ch/ch/f/pore/va/20170521/det612.html>

<http://www.infosperber.ch/Artikel/Umwelt/Der-Energiekonsum-ist-schon-gesunken>

<https://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2015/7165.pdf>

http://www.bfe.admin.ch/themen/00612/00620/index.html?lang=fr&dossier_id=06747

De la cyberadministration à l'Etat 4.0

<http://www.techniques-ingenieur.fr/actualite/articles/lusine-4-0-cest-quoi-37271/>

<http://smartcitiescouncil.com/>

<https://www.egovernment.ch/fr>

<http://www.jstor.org/stable/10.7864/j.ctt1hfr2dc>

<https://e-estonia.com/>

<https://e-estonia.com/the-story/the-story-about-estonia/>

https://e-estonia.com/case_studie/leadership-21st-century-style/

<https://www.letemps.ch/economie/2017/05/30/suis-devenu-eestonien>

<https://www.economie.gouv.fr/lancement-seconde-phase-nouvelle-france-industrielle>

<https://www.nzz.ch/articleCONG7-1.111543>

<https://www.unisg.ch/de/wissen/newsroom/aktuell/rssnews/forschung-lehre/2016/oktober/smartgovernment-lab-imp-hsg-herbsttagung-17oktober2016>

<https://www.nzz.ch/meinung/smart-government-verwaltung-von-morgen-ld.139040>

<https://www.egovernment.ch/fr/organisation/e-government-schweiz-kurz-erklart/>

<https://www.egovernment.ch/fr/umsetzung/e-government-schweiz-2008-2015/>

<https://www.egovernment.ch/fr/aktuelles/newsletter/>

<https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/seco/nsb-news.msg-id-66871.html>

<https://www.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis394.html>

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20153704>

https://www.parlament.ch/poly/Abstimmung/50/out/vote_50_15132.pdf

<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-66008.html>

<https://www.domainepublic.ch/articles/30323>

<https://www2.deloitte.com/ch/fr/pages/innovation/articles/competencies-in-the-digital-age.html>

La crise se résorbe

https://www.ethz.ch/content/dam/ethz/special-interest/dual/kof-dam/documents/KOF_Bulletin/2017/kof_buletin_2017_05_fr.pdf

<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/prix/indice-prix-consommation/resultats-ipc.html>

<https://www.domainepublic.ch/articles/31281>

<https://www.domainepublic.ch/articles/31218>

Trois polars: genevois, vaudois et neuchâtelois

<https://www.slatkine.com/fr/slatkine-et-compagnie/70104-book-0744023-9782889440238.html>

<https://www.slatkine.com/fr/editions-slatkine/70196-book-07210808-9782832108086.html>

<https://www.slatkine.com/fr/editions-slatkine/68745-book-07210616-9782832106167.html>

<https://www.lagedhomme.com/ouvrages/steve+mons/fascination/4326>

<http://www.editions-monvillage.ch/?page=catalogue&art=livre&id=226>

<http://www.editions-monvillage.ch/?page=news&id=218>

Cannes ne remplit pas les salles obscures helvétiques

<http://www.festival-cannes.com/fr/>

https://fr.wikipedia.org/wiki/Festival_de_Cannes_2016#Longs_m.C3.A9trages_en_comp.C3.A9tition

https://www.procinema.ch/pdf/statistics/factsfigures/2016/FactsFigures_SwissCinema_2016.pdf

<https://www.procinema.ch/fr/statistics/filmdb/1011336.html>

Espresso

<https://www.greenpeace-magazin.ch/2017/06/02/verraeterische-sprache/>

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Mar-a-Lago>

<https://www.bing.com/images/search?q=ouragan+palm+beach&qvvt=ouragan+palm+beach&qvvt=ouragan+palm+beach&qvvt=ouragan+palm+beach&FORM=IGRE>